



Conseil économique  
et social

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1998/12  
17 avril 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1998  
New York, 6-31 juillet 1998  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

COOPÉRATION RÉGIONALE

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale  
en Afrique, 1997

RÉSUMÉ

En 1997, la situation économique de l'Afrique témoigne une fois de plus de la fragilité de la reprise et met en lumière le rôle prédominant joué par les facteurs extérieurs dans la détermination des résultats. On estime le taux de croissance à 2,9 % contre 4 % en 1996. Cette évolution est due à la fois au bas prix du pétrole et aux facteurs climatiques qui ont affecté la production agricole dans les sous-régions d'Afrique australe et d'Afrique septentrionale. Dans l'hypothèse d'un taux de croissance de la population de 2,8 %, le revenu par habitant pour l'ensemble de la région a augmenté de 0,1 %.

Sur le front extérieur, le commerce a continué à enregistrer un taux de croissance positif en 1997. Cependant, l'encours total de la dette continue de constituer un obstacle majeur pour la reprise et pour le maintien d'un taux élevé de croissance économique, particulièrement en ce qui concerne les pays pauvres très endettés.

Quelques-uns des problèmes sociaux durables de l'Afrique ont continué à s'aggraver et la malnutrition, la faim, la maladie, la mauvaise santé et le manque de logements étaient encore très répandus. En outre, on observait encore un peu partout une crise de la gestion des affaires publiques caractérisée par des problèmes bien connus concernant notamment la responsabilité et la transparence dans le domaine politique et les faiblesses des politiques générales et des institutions.

\* E/1998/100.



En 1997, l'attention des dirigeants était centrée sur trois domaines distincts, mais liés et interdépendants, qui préoccupaient les gouvernements africains : atténuer l'impact des conditions climatiques défavorables sur les populations tributaires de l'agriculture; entretenir le rythme de croissance acquis au cours des trois années précédentes et poursuivre la mise en oeuvre de mesures de réforme des politiques générales. Dans la plupart des pays, on se préoccupait activement de favoriser la diversification des activités économiques et la mobilisation de ressources financières.

La réduction et l'éventuelle élimination de la pauvreté est restée le défi principal auquel étaient confrontés les gouvernements africains dans l'immédiat et pour l'avenir prévisible. Pour relever ce défi, les dirigeants africains doivent concevoir des modalités d'action qui permettront de réaliser un taux de croissance élevé et durable, de développer l'emploi, d'effectuer une répartition équitable des revenus tout en maintenant la stabilité des prix et d'affermir la balance des paiements.

On prévoit que le taux de croissance de l'économie africaine remontera en 1998 pour se situer entre 4 et 5 %. La limite supérieure de la fourchette est fondée sur l'hypothèse suivante : de meilleures conditions climatiques, une amélioration des prix du commerce extérieur et le maintien de la paix et de la stabilité dans la région. La limite inférieure serait applicable si l'une de ces trois conditions ne se réalisait pas.

En ce qui concerne les grandes orientations, l'Afrique fera face dans l'avenir immédiat aux défis suivants : la mise en oeuvre en Afrique de programmes d'ajustements structurels orientés vers le développement, l'intégration et la mondialisation, les investissements directs et l'environnement offert aux entreprises en Afrique.

#### TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. BILAN GÉNÉRAL . . . . .	1 - 4	3
II. RÉSULTATS SECTORIELS . . . . .	5 - 9	5
III. SECTEUR EXTÉRIEUR . . . . .	10 - 14	7
IV. SECTEUR SOCIAL . . . . .	15 - 22	8
V. QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET PRINCIPAUX ENJEUX . . . . .	23 - 31	10
VI. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION À MOYEN TERME POUR 1998 . . . . .	32 - 39	12

/...

## I. BILAN GÉNÉRAL

1. Les estimations révisées de la Commission économique pour l'Afrique indiquent que la production de la région a augmenté de 2,9 % en 1997 contre 4 % en 1996 et 2,7 % en 1995 (tableau 1). Malgré cette diminution du taux de croissance global de 1997 par rapport à celui de 1996, le revenu par habitant a pu augmenter de 0,1 %.

2. Toutefois, cette moyenne globale occulte de grandes variations du taux de croissance dans différentes parties d'un continent qui se caractérise par sa grande diversité. Globalement, les variations du produit intérieur brut (PIB) des pays africains s'échelonnaient entre -8,7 % et 12,7 %. Dans 31 pays sur 53, les taux de croissance économique étaient nettement supérieurs aux taux de croissance démographique. En 1997, trois pays avaient un taux de croissance négatif contre deux en 1996. Neuf pays enregistraient des taux de croissance supérieurs au taux de 6 % requis par le nouvel Agenda des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. En ce qui concerne les pays les moins avancés, le rythme de 1996 n'a pu être conservé et la croissance du PIB est tombée de 4,5 à 2,4 % en 1997.

3. La baisse du taux de croissance de la région s'est reflétée dans toutes les sous-régions sans exception. Parmi les sous-régions, le taux de croissance le plus bas, soit 2,4 %, a été enregistré en Afrique australe suivie par l'Afrique du Nord avec 2,8 %. Le taux de croissance le plus élevé, soit 3,8 % a été enregistré en Afrique centrale suivie par l'Afrique de l'Ouest avec 3,7 % et l'Afrique de l'Est avec 3,5 %. Par rapport à la situation en 1996, la diminution la plus marquée a été enregistrée en Afrique du Nord qui est passée de 4,4 % à 2,8 % soit un recul de 36 % suivie de l'Afrique australe où la croissance en 1997 représentait 80 % du chiffre de 1996.

Tableau 1

Indicateurs économiques des pays d'Afrique 1993–1997

(Taux de croissance en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997
<u>Taux de croissance du PIB en Afrique</u>	0,0	2,0	2,7	4,0	2,9
Pays exportateurs de pétrole	-0,3	1,4	3,1	4,2	3,6
Pays non exportateurs de pétrole	0,1	2,6	2,4	3,7	2,3
Pays les moins avancés	-4,0	-0,7	4,0	4,5	2,4
<u>Taux de croissance sectoriels</u>					
Production agricole	0,9	3,9	1,5	5,2	1,7
Valeur ajoutée de la production minière	-0,5	-0,5	-0,2	6,5	3,8
Valeur ajoutée de la production manufacturière	-0,8	2,9	4,5	2,5	2,5
Valeur unitaire des exportations <sup>a</sup>	-7,0	0,5	7,3	-0,9	-2,1

/...

	1993	1994	1995	1996	1997
Valeur unitaire des importations*	-5,6	1,0	8,7	-2,9	-1,0
Prix du pétrole (qualité Brent, dollar/baril)	16,8	23,9	20,5	22,1	20,0
Prix des produits non pétroliers*	2,8	22,1	5,9	-6,3	7,6
Prix à la consommation*	29,5	38,7	33,1	25,1	28,3
Indice des termes de l'échange (1990 = 100)	-4,5	1,2	1,5	4,6	-0,5
Pouvoir d'achat des exportations	10,8	20,0	-3,4	-9,0	-8,3
Part de l'Afrique dans le commerce mondial (pourcentage)	2,4	2,4	2,2	2,0	1,9
Déficit du compte des opérations courantes (en milliards de dollars des États-Unis)	-9,7	-11,9	-16,2	-9,6	-9,4

Source : Secrétariat de la CEA.

\* Évolution en pourcentage par rapport à l'année précédente.

4. L'inflation a augmenté lentement et est passée de 25,1 % en 1996 à 28,3 % en 1997, à cause principalement de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'instabilité politique dans quelques pays. Par exemple, l'inflation a brusquement atteint une valeur à deux chiffres – la plus haute valeur de ces dernières années – au Kenya et en Ouganda, deux, pays qui avaient précédemment ramené leur inflation en dessous de 10 %. L'inflation est restée élevée en Angola, au Burundi, au Congo, en République démocratique du Congo et au Soudan, où des facteurs politiques ont perturbé la production et la commercialisation des marchandises. Cependant, le nouveau Gouvernement de la République démocratique du Congo a pris des mesures audacieuses pour stabiliser l'économie, à la suite desquelles on a enregistré un taux de croissance de 1 %.

/...

Tableau 2

Taux de croissance par sous région, 1993–1997<sup>a</sup>

	1993	1994	1995	1996	1997
Afrique du Nord	0,5	1,8	1,8	4,4	2,8
Afrique de l'Ouest	0,5	2,5	3,4	4,2	3,7
Afrique centrale	-9,2	-1,3	5,0	4,4	3,8
Afrique orientale	2,4	4,5	4,9	4,3	3,5
Afrique australe	1,5	2,5	2,5	3,0	2,4
Afrique	0,0	2,0	2,7	4,0	2,9

Source : Secrétariat de la CEA.

<sup>a</sup> Moyenne pondérée.

## II. RÉSULTATS SECTORIELS

5. La forte reprise de la production agricole enregistrée en 1996 n'a pas continué en 1997. La croissance de la production agricole est tombée à 1,7 % en 1997, après que des récoltes exceptionnelles lui aient permis d'atteindre un taux record de 5,2 % en 1996. Cette diminution était due principalement à des conditions climatiques qui ont compromis la production dans des pays producteurs importants et à la pénurie de technologie moderne qui continue à freiner la productivité. En 1997, la production de produits primaires d'exportation essentiels a été inférieure à son niveau de 1996; cette évolution défavorable était particulièrement visible en ce qui concerne le cacao et le café. À cause de conditions climatiques défavorables, on a enregistré de mauvaises récoltes, en particulier en Afrique du Nord et de l'Est ainsi qu'en Afrique australe. Étant donné l'importance que revêt l'agriculture dans les économies africaines, la réduction des récoltes a eu des effets négatifs sur les revenus et sur les résultats obtenus par les industries de transformation.

6. Au Maroc, des pluies insuffisantes et la sécheresse ont provoqué, pour la quatrième fois au cours des six dernières années, une diminution de la croissance du PIB et on a importé davantage de céréales. Les conditions climatiques créées par El Niño en Afrique australe et dans certaines parties de l'Afrique orientale ont provoqué de graves pénuries alimentaires et des demandes urgentes d'aide alimentaire internationale dans quelques pays qui avaient atteint une autosuffisance alimentaire en 1996, comme l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Somalie et le Soudan. On a néanmoins enregistré une croissance modeste dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, bien que de graves pénuries alimentaires aient été enregistrées au Burundi, au Congo et dans la République démocratique du Congo. En plus des variations capricieuses des conditions climatiques, des désordres civils ont aggravé de façon notable les difficultés d'approvisionnement alimentaire rencontrées dans la région. D'après des données

/...

fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la production de céréales a diminué d'environ 10,5 % et est passée de 126 millions de tonnes à 113 millions de tonnes en 1997. La production de fruits, de jute et de légumes a légèrement diminué par rapport à 1996 alors que la production de légumineuses augmentait.

7. Le secteur industriel, au sens large, a enregistré en 1997 un taux de croissance de 3,3 %, bien inférieur au taux de 5,4 % de 1996; cette diminution est due essentiellement au ralentissement de l'activité du sous-secteur de l'industrie minière (3,3 % en 1997 contre 6,5 % en 1996). Les industries manufacturières ont maintenu un taux de croissance de 2,5 %. En 1997, comme au cours des dernières années, les domaines industriels en expansion étaient le bâtiment (5,4 %), ainsi que l'énergie et l'eau (3,1 %).

8. Les indicateurs économiques de l'industrie minière africaine indiquaient les mêmes résultats qu'en 1996 malgré l'essor des investissements. Les chiffres concernant 15 minerais principaux qui représentent plus de 90 % de la production totale de ce secteur montrent qu'à quelques exceptions près, la production a soit diminué soit stagné en 1997. L'indice de production minière global (pétrole non inclus) n'a pratiquement pas changé en 1997 par rapport à 1996 avec une croissance négligeable de 0,6 %. Au Ghana, la production d'or a augmenté de 10 % pendant la première moitié de 1997, mais malgré cet essor initial, on estime que la production n'a pas changé et est restée de 44,4 tonnes en 1997 à cause d'un ralentissement considérable enregistré durant la deuxième moitié de l'année. Parmi les facteurs clés qui expliquent ce résultat figurent des perturbations de l'approvisionnement en électricité, des pannes d'équipement et la chute des cours mondiaux. En Afrique du Sud, la plupart des mines continuent de rencontrer des problèmes notables de productivité qui sont liés aux conditions de travail, à la diminution des réserves et à l'exiguïté des marges bénéficiaires. La production de ce secteur a décliné de 0,5 % pendant le premier trimestre de 1997. La production d'or a été particulièrement touchée à cause de la diminution qualitative et quantitative du minerai traité. Pour 1997, la production est estimée à 484 tonnes, en diminution par rapport aux 495 tonnes de 1996, soit une réduction de 2,2 %. L'augmentation de la production de cuivre enregistrée en Zambie a été contrebalancée par une diminution brutale observée dans la République démocratique du Congo; en conséquence, la production de la région est restée à son niveau de 1996.

9. Le secteur du pétrole a continué à se développer de façon dynamique. Les conditions favorables offertes par les pays africains lorsqu'ils cèdent des concessions pétrolières à des sociétés et l'abaissement des coûts de prospection et de production causé par les progrès technologiques ont continué à stimuler les activités de l'industrie pétrolière dans la région. D'importantes découvertes de gisements pétroliers ont été enregistrées, en particulier en Algérie, en Angola, en Égypte et en Guinée équatoriale; dans l'ensemble de la région, on a noté un essor des activités de prospection et de forage. La production de pétrole brut en Afrique est passée de 368,42 millions de tonnes en 1996 à 378,40 millions de tonnes en 1997. La production des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a augmenté de façon négligeable pour atteindre 252,10 millions de tonnes, soit une croissance de 2,8 % par rapport à 1996, à cause du système de contingentement imposé par l'Organisation à ses membres. La production des pays qui n'étaient pas membres de l'OPEP est passée de 123,40

/...

millions de tonnes en 1996 à 126,30 millions de tonnes en 1997. On prévoit que les nouveaux investissements effectués dans ce secteur stimuleront la production de la région dans les années à venir.

### III. SECTEUR EXTÉRIEUR

10. En 1997, des progrès ont été enregistrés dans le secteur extérieur. La valeur des exportations a augmenté de 5,9 % du fait d'une croissance de 8,0 % du volume. Les importations ont continué à se développer avec un taux de croissance de 7,6 % dont 6,3 % imputables à une augmentation bienvenue du volume et 1,3 % à la montée des prix. Les termes de l'échange ont enregistré une diminution négligeable d'environ 1,0 %.

11. En 1997, la balance commerciale a enregistré un solde positif de 8,3 milliards de dollars des États-Unis résultant d'un surplus de 32,9 milliards de dollars des États-Unis imputable aux pays exportateurs de pétrole et d'un déficit de 24,6 milliards de dollars imputable aux pays non exportateurs de pétrole (tableau 3). Malgré ce solde positif de la balance commerciale, le déficit de la balance des comptes courants est passé de 8,6 milliards de dollars des États-Unis en 1996 à 9,5 milliards de dollars des États-Unis en 1997. Les principaux facteurs qui ont causé ce déficit persistant de la balance des comptes courants sont la balance du secteur des services résultant du service de la dette extérieure, les services financiers liés au commerce (services bancaires et services d'assurance) et les services de transport (principalement les transports maritimes).

Tableau 3

Balance des paiements (en milliards de dollars des États-Unis), 1995—1997

	1995	1996	1997
Exportations	98,3	108,6	115,0
Importations	97,7	99,2	106,7
Balance commerciale	0,6	9,4	8,3
Services (net)	-10,7	-10,7	-10,5
Balance des biens et services	-10,1	-1,1	-2,2
Balance des comptes courants	-16,1	-8,6	-9,5
Financement extérieur total	19,5	16,8	15,9
Flux ne créant pas d'endettement (net)	5,1	7,0	11,6
Emprunts extérieurs nets	14,4	9,8	4,3
Créanciers officiels	6,2	3,2	0,5
Banques	-3,7	-2,5	-1,4
Autres	11,9	9,1	5,2
Erreurs et omissions	-1,9	-2,4	-1,2
Évolution des réserves	-1,4	-5,9	-5,2

Source : Tableau établi à partir de données du Fonds monétaire international.

/...

12. Le volume des exportations de pétrole a augmenté du fait de l'accroissement de la production, particulièrement de la production des pays qui ne sont pas membres de l'OPEP. Les autres exportations de produits minéraux ont maintenu le volume qu'elles avaient enregistré les années précédentes. Malgré des conditions climatiques défavorables et une baisse de la production des produits agricoles exportables, le volume des exportations a augmenté en réduisant les stocks accumulés au cours des années précédentes.

13. Le montant total de la dette continue de constituer un obstacle majeur pour la reprise et pour le maintien d'un taux élevé de croissance économique, particulièrement en ce qui concerne les pays pauvres très endettés. La dette extérieure globale des pays africains est passée de 340 milliards de dollars des États-Unis en 1996 à 349 milliards en 1997, soit une augmentation de près de 3 %. Les difficultés que rencontrent ces pays pour s'acquitter des obligations du service de la dette sont illustrées par l'accumulation des arriérés et de vives demandes de réaménagement de la dette.

14. L'allègement du poids de la dette continue d'être l'un des principaux sujets de discussion pour les dirigeants africains et leurs partenaires pour le développement. Parmi ces efforts, l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) a été accueillie avec satisfaction car on escompte qu'elle allégera le fardeau de 32 pays africains pauvres et très endettés. L'Ouganda et le Burkina Faso ont bénéficié de l'initiative PPTÉ en 1997 et ont vu l'encours total de leur dette diminuer de 15 à 20 %. On prévoit que la Côte d'Ivoire et le Mozambique seront les prochains bénéficiaires. En fait, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé, au cours du premier trimestre de 1998, que la Côte d'Ivoire remplissait les conditions requises pour que soit financé un allègement de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTÉ.

#### IV. SECTEUR SOCIAL

15. Durant l'année 1997, on a assisté à une nouvelle aggravation de certains des problèmes chroniques de l'Afrique : la destruction, la mort et les personnes déplacées. Bien que les causes de cette détérioration de la situation sociale et des conditions de vie varient d'un pays africain à l'autre, il est triste de constater que les résultats sont partout semblables. En plus de ces problèmes, dans beaucoup de pays africains continue de se manifester une crise de la conduite des affaires publiques qui inclut des faiblesses bien connues concernant la participation de la population, la responsabilité et la transparence dans le domaine politique ainsi que les défaillances des politiques générales et des institutions.

16. Des projections indiquent que la population africaine est passée entre 1996 et 1997 de 738 millions à 759 millions, chiffre qui représente actuellement 13 % de la population mondiale. Cette croissance annuelle de 2,8 % constitue actuellement le rythme le plus rapide d'accroissement de la population et l'Afrique est la seule région du monde où la population continue à croître à un taux de plus de 2 % par an. Du fait de cette croissance démographique rapide, le rapport de dépendance économique en Afrique est le plus élevé du monde. Le groupe des enfants âgés de 0 à 14 ans constitue presque 50 % de la population totale. Le rapport de dépendance économique élevé de l'Afrique, qui atteint 92 % est plus défavorable que les rapports de dépendance enregistrés en Amérique

/...



latine (68 %), en Asie (61 %), en Amérique du Nord (51 %) et en Europe (50 %). L'une des conséquences de la présence d'une proportion élevée de jeunes non productifs dans la population africaine est la pression exercée sur des infrastructures et institutions sociales qui sont déjà surchargées, particulièrement dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et du logement.

17. L'accès au soins de santé a continué d'être en général insuffisant. Une croissance démographique rapide, un taux élevé d'urbanisation et des menaces de plus en plus graves à l'égard de la santé publique ont élargi le fossé entre l'offre et la demande de services de santé. On estime que 90 % des décès dus au paludisme à l'échelle mondiale ont lieu en Afrique et que des 23 millions de personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine, près des deux tiers (quelque 14 millions) vivent en Afrique subsaharienne. L'insuffisance des normes sanitaires et nutritionnelles a ramené en Afrique les niveaux d'espérance de vie que ses habitants avaient connu dans les années 60. Seuls quatre pays – l'Algérie, le Botswana, le Cap-Vert et Maurice – ont dépassé les objectifs établis par l'OMS dans sa stratégie «La santé pour tous d'ici à l'an 2000».

18. En 1997, une revue générale de la situation de l'enseignement dans la région, met en lumière les problèmes graves et persistants suivants : a) faiblesse des taux d'inscription, b) importantes disparités entre les sexes et les régions, ce qui augmente l'accès des plus favorisés à l'éducation, c) doutes sur la pertinence des programmes, d) infrastructure scolaire de mauvaise qualité (insuffisance du mobilier et des manuels scolaires, pauvreté des bibliothèques, faible motivation des enseignants etc.) et e) manque de ressources, bien que les États Membres accordent des crédits budgétaires relativement élevés à l'enseignement.

19. Bien que les chiffres concernant l'emploi tendent à être incomplets et peu fiables dans la plupart des pays africains, les indications disponibles suggèrent que la situation de l'emploi ne s'est pas améliorée dans le plus grand nombre de pays en 1997. Les emplois productifs n'ont pas augmenté aussi vite que l'offre de main-d'oeuvre. La population active moyenne croît d'environ 3 % par an alors que le nombre d'emplois salariés diminue ou stagne, que les salaires réels baissent et que les conditions de travail et de vie se détériorent. D'après des données récentes concernant la plupart des pays, les taux de chômage urbain se situent entre 20 et 30 %, les taux de sous-emploi entre 25 et 50 %, les taux de chômage des jeunes entre 25 et 40 % et le taux de chômage des femmes atteint le double de la moyenne nationale. À moins que des politiques générales d'emploi et de développement déterminées et plus efficaces ne soient mises en oeuvre, il est probable que la crise de l'emploi s'aggravera jusqu'à la fin de la première décennie du nouveau siècle car la croissance de la population active atteindra environ 2,8 % et dépassera le taux de croissance annuel de l'emploi de 2,3 %.

20. Une bonne gestion des affaires publiques constitue l'une des conditions importantes d'un développement économique social à long terme. En 1997, le continent africain a continué à s'efforcer d'instituer des pratiques saines d'administration publique en poursuivant les efforts de démocratisation qui avaient commencé au milieu des années 80 et qui ont progressé plus rapidement dans les années 90. En 1997, la tâche difficile d'améliorer la conduite des

/...

affaires publiques a été entreprise dans quelques pays comme l'Algérie, le Libéria, le Kenya et le Maroc. Cependant, dans l'ensemble de la région, les efforts effectués pour améliorer l'administration publique sont soumis à un certain nombre d'incertitudes.

21. Pendant ces dernières années, le processus de démocratisation, bien que fragile, a progressé notablement en Afrique. Au cours de la seule année 1997, des élections ont eu lieu dans un certain nombre de pays africains dont l'Algérie, le Libéria, le Kenya, la Mauritanie et le Maroc et un processus de transition vers l'institution d'un gouvernement démocratique a débuté au Nigéria. Néanmoins, l'absence de mécanismes appropriés pour engager le passage à une gestion démocratique des affaires publiques avec la participation de la société civile explique les guerres civiles féroces, les conflits internes et l'instabilité politique qui caractérisent certains pays africains comme le Burundi, le Rwanda, la Somalie et le Soudan.

22. Dans le cadre du mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits qu'elle a institué, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, a envoyé des observateurs en provenance de ses États membres et de son secrétariat général pour surveiller la conduite des élections en Algérie et au Libéria. Au cours de la même année, l'OUA a participé à des missions de recherche de la paix au Rwanda, au Burundi, aux Comores, en République démocratique du Congo (ex-Zaire), au Congo, au Sierra Leone, en Somalie, au Libéria et en République centrafricaine.

#### V. QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET PRINCIPAUX ENJEUX

23. Les objectifs essentiels restent conformes aux politiques générales suivies en 1997 et à moyen terme et visent à réaliser les buts macro-économiques de stabilité, de croissance et de création d'emploi. Les politiques de réforme incluent des politiques financières (fiscales et monétaires), des réformes de structure et des politiques sociales. Dans la plupart des pays, on se préoccupait activement de favoriser la diversification des activités économiques et la mobilisation de ressources financières.

24. Afin de réaliser les objectifs mentionnés ci-dessus, les gouvernements se sont imposé des politiques financières, notamment un resserrement des politiques monétaires, et ont fait preuve de prudence en matière de dépenses. Les réformes structurelles étaient principalement axées sur les mesures suivantes : promouvoir la privatisation, encourager le développement du secteur privé, réformer le secteur agricole et encourager un développement durable de l'agriculture, diversifier les exportations et améliorer et renforcer la fonction publique. Presque tous les pays qui ont élaboré des programmes pour répondre aux besoins sociaux se sont efforcés principalement de combattre la pauvreté en augmentant les dépenses dans le secteur social afin d'améliorer les services de santé de base grâce à des soins de santé préventifs et de développer l'instruction élémentaire.

25. La réduction et l'éventuelle élimination de la pauvreté constitue le défi principal auquel seront confrontés les gouvernements africains dans l'avenir prévisible. Pour relever ce défi, les dirigeants africains ont la difficile

/...

tâche de concevoir des modalités d'action qui permettront de réaliser un taux de croissance élevé et durable, de développer l'emploi, d'effectuer une répartition équitable des revenus tout en maintenant la stabilité des prix et d'affermir la balance des paiements.

26. C'est une tâche décourageante. D'après les estimations actuelles, près de 50 % de la population subsiste dans des conditions de pauvreté absolue et on prévoit que cette proportion continuera d'augmenter au cours de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle. Pour stopper la pauvreté à son niveau actuel, il faudrait, au minimum, que les pays africains alignent le taux de croissance de leur PIB avec celui de leur population. Dans l'hypothèse où la population active augmenterait au même rythme que la population, soit 2,8 % par an, il faudrait créer 17 millions d'emplois par an simplement pour stabiliser les taux actuels de chômage, qui sont déjà inacceptables.

27. Au cours des 15 dernières années, les pays africains ont traversé une période d'ajustement de leurs économies avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale. Une évaluation digne de foi et honnête du programme offrant des facilités d'ajustement structurel renforcées indique que les résultats obtenus ont été décevants par rapport aux objectifs du programme et aux résultats atteints par les pays qui n'ont pas participé au programme.

28. On s'intéressait à l'intégration économique en Afrique et on essayait de la réaliser depuis bien longtemps et certainement avant l'essor actuel de la mondialisation. Malgré le soutien des plus hautes autorités aux niveaux de la région et des sous-régions et malgré la création d'une pléthore de groupements économiques, les résultats obtenus par ces groupements et leur impact sur l'économie restent faibles et en deçà de l'enthousiasme qui avait présidé à leur naissance. Les mauvais résultats des plans d'intégration africains sont dus notamment aux facteurs suivants : des objectifs mal définis ou multiples; des chevauchements dans la composition des groupes; des institutions d'intégration supranationales n'ayant pas l'autorité de faire respecter à leurs membres les engagements et les obligations qu'ils avaient acceptés; l'absence de la volonté politique nécessaire pour céder une partie de la souveraineté nationale; une répartition injuste des bénéfices; l'exclusion du secteur privé en ce qui concerne la conception et l'exécution de ces plans d'intégration; des changements d'orientation des politiques générales dus à des difficultés de balance des paiements et à la perte de revenus du fait de la diminution des taxes; la faiblesse des institutions; des politiques générales divergentes et incohérentes.

29. Néanmoins, un consensus se dégage en faveur de l'intégration économique comme stimulant nécessaire pour revitaliser et renforcer le processus de relèvement économique et de développement socio-économique; quelques progrès encourageants ont été faits dans cette direction. Les réformes financières et douanières conçues par l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale sont en train d'être pleinement mises en oeuvre. Les dispositions principales de ces réformes qui sont en trait d'être progressivement appliquées par tous les États membres concernent le droit d'excise, l'institution de tarifs douaniers communs, la généralisation du régime préférentiel et l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires aux importations. En Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine poursuit vigoureusement la mise en

/...

oeuvre de son programme d'intégration tel qu'il a été approuvé par le sommet des chefs d'État de mai 1996. Ce programme aboutira à l'instauration d'un tarif douanier commun, ce qui créera une union douanière.

30. Malgré le volume énorme de l'investissement direct étranger, l'Afrique n'a pas réussi à attirer un flux important de ressources, si on compare sa part avec celle d'autres régions en développement. En outre, les entrées de capitaux limitées dont elle bénéficie se concentrent dans un petit nombre de pays, dont l'Angola, l'Égypte, le Ghana, le Maroc, le Nigéria et la Tunisie, et sont dirigées vers l'industrie minière.

31. Quatre facteurs expliquent la lenteur de la croissance de l'activité économique en Afrique : un manque d'ouverture au commerce extérieur, un environnement à haut risque et une faible infrastructure économique et sociale. Ces facteurs sont, dans une certaine mesure, imputables au comportement des gouvernements, notamment la corruption, la réglementation fiscale et le niveau élevé des impôts. Il faudrait donc accorder, dans tous les pays africains, un rang de priorité élevé à l'élimination de la corruption et à l'ajustement des impôts afin de favoriser l'épanouissement de l'activité économique.

#### VI. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION À MOYEN TERME POUR 1998

32. Dans un avenir prévisible, les résultats économiques de l'Afrique continueront d'être déterminés par un certain nombre de facteurs exogènes : les conditions climatiques et l'évolution de l'environnement économique extérieur, la mise en oeuvre de réformes économiques cohérentes et les progrès accomplis en matière de paix et de stabilité politique sur le front intérieur.

33. On prévoit une reprise de l'économie africaine en 1998 qui serait, selon l'hypothèse retenue, de 4,0 à 5,0 %, la projection moyenne étant de 4,5 %. Les limites supérieure et inférieure de la fourchette sont fondées sur l'évolution possible des deux facteurs déterminants principaux. La projection supérieure est fondée sur l'hypothèse selon laquelle les conditions climatiques seront favorables et les prix du commerce extérieur s'amélioreront. La limite inférieure de 4,0 % sera applicable si l'une de ces deux conditions ne se réalise pas, c'est-à-dire si la production agricole ou les prix mondiaux se révèlent défavorables.

34. Compte tenu de l'amplitude de 7 à 10 ans du cycle d'El Niño, on escompte que les conditions climatiques seront meilleures en 1998 qu'en 1997 et donc que la production agricole augmentera considérablement : on prévoit qu'elle enregistrera un taux de croissance de 7 %.

35. Les prévisions concernant le secteur extérieur sont fondées sur l'évolution possible de trois facteurs principaux qui sont importants pour les économies africaines. Le premier facteur, et le plus important, est constitué par les prix mondiaux des produits d'exportation et d'importation de l'Afrique. En plus de l'offre et de la demande globales (qui déterminent habituellement les cours mondiaux), un autre élément important réside dans les effets possibles de la crise des monnaies de certains pays d'Asie et d'Asie du Sud-Est qui, au cours de ces dernières années, sont devenus des partenaires commerciaux importants de l'Afrique ainsi que ses concurrents principaux sur le marché mondial. La baisse

/...

de la valeur des monnaies de ces pays est en train de ralentir leur croissance, ce qui pourrait provoquer une diminution de la demande mondiale concernant certains des principaux produits d'exportations qui intéressent l'Afrique. Les produits d'exportation les plus importants qui pourraient être touchés sont le pétrole, l'or, et certains minerais industriels comme le cuivre. Le ralentissement de l'économie asiatique ainsi que l'augmentation des quantités produites due aux énormes investissements consacrés à la production de ces produits primaires en Afrique pousseront probablement leur prix à la baisse.

36. Le deuxième facteur extérieur important qui affecte les résultats économiques de l'Afrique est le montant total de la dette. Le poids excessif de la dette est en grande partie responsable du faible volume de l'investissement, un fait qui est reconnu par les pays africains comme par la communauté internationale dans son ensemble. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) a été accueillie avec satisfaction, mais, pour qu'elle aboutisse à des résultats efficaces et visibles, sa mise en oeuvre doit être accélérée. L'hypothèse retenue ici prévoit que les mesures d'allégement de la dette prévaudront et que le montant en devises requis pour le service de la dette ne dépassera pas son niveau de 1997, soit 33 milliards de dollars des États-Unis.

37. Le troisième facteur externe important est l'entrée de ressources. Les progrès escomptés en ce qui concerne la dette devraient contribuer à une diminution des pertes de devises, mais on estime qu'ils ne suffiront pas à stimuler l'investissement, particulièrement en ce qui concerne les pays non exportateurs de pétrole. On prévoit que les transferts nets d'origine bilatérale et multilatérale resteront au même niveau qu'en 1997.

38. Sur le front intérieur, le taux de croissance le plus élevé prévu est fondé sur l'hypothèse selon laquelle les gouvernements africains continueront à appliquer des politiques générales macro-économiques favorisant la croissance et le développement et mettant l'accent sur une réduction du taux de l'inflation et sur le développement de l'emploi. Ces mesures à moyen terme devront s'harmoniser avec les objectifs à long terme : réduire la pauvreté, satisfaire les besoins fondamentaux de la population en ce qui concerne la santé, le logement, l'enseignement et les services sociaux, diminuer les inégalités de revenus, protéger l'environnement et promouvoir un développement diversifié et durable.

39. Toutes les hypothèses et les avertissements mentionnés ci-dessus font de la prévision des résultats économiques un exercice périlleux. Cependant, les conditions jugées nécessaires pour que les économies africaines obtiennent les résultats projetés n'ont pas un caractère exceptionnel et devraient se réaliser.

-----